

# Taxe sur les transactions financières : la France demande un report

 [arrestsurimages.net/articles/2017-05-26/Taxe-sur-les-transactions-financieres-la-France-demande-un-report-id9891](https://arrestsurimages.net/articles/2017-05-26/Taxe-sur-les-transactions-financieres-la-France-demande-un-report-id9891)

observatoire du 26/05/2017 par [Anne-Sophie Jacques](#)

## Le Brexit, nouveau prétexte

Emmanuel Macron sera-t-il le fossoyeur de la taxe sur les transactions financières (TTF) – dite aussi taxe Tobin – à l'échelle européenne ? C'est bien parti. Comme le signalait [Libération](#) lundi 22 mai, la réunion qui devait (enfin) permettre de finaliser un accord en souffrance depuis 2011 a été purement et simplement annulée à la demande de la France, autrement dit de Macron et de son ministre de l'économie de droite, Bruno Le Maire.

Cette réunion prévue lundi 22 mai en marge de l'Eurogroupe était l'occasion d'aboutir à un accord entre les onze pays européens constitués en "coopération renforcée" depuis 2011 suite à l'impossibilité de trouver un accord avec tous les Etats membres de l'Union européenne. Mais Emmanuel Macron et Bruno Le Maire, son ministre de l'économie, ont [préféré](#) la reporter.

Six ans donc que la TTF – [qui n'a plus de secret pour vous](#) – attend de voir le jour. Six ans qu'elle est repoussée, et ce sous l'influence d'un lobbying intense quand ce n'est pas un pantouflage éhonté : pour seul exemple, comme [nous le racontions ici](#), le spécialiste de la Taxe Tobin auprès des institutions européennes, Benoît de La Chapelle, a carrément rejoint fin 2014 la Fédération bancaire française, le lobby de l'industrie bancaire. Une porosité qui n'a évidemment pas aidé la taxe à voir le jour.

Quand elle n'est pas reportée, elle est appelée à une cure d'amaigrissement. Pourtant, initialement, cette TTF ne prévoyait un prélèvement que de 0,1% sur les actions et de 0,01% sur tous les produits dérivés. Gain espéré : 35 milliards d'euros, dont les deux tiers seraient issus des produits dérivés. C'était trop. Alors ministre des finances, Michel Sapin voulait [réduire](#) cette taxe en excluant la majeure partie des produits dérivés – avant de se faire désavouer par François Hollande comme [nous le racontions là](#).

le brexit a bon dos

Bref : depuis décembre 2014, la TTF européenne est en souffrance. Et ce n'est pas près de s'arranger. Selon [Les Echos](#), Le Maire a expliqué, après l'Eurogroupe de lundi dernier, "*qu'il fallait attendre de mesurer toutes les conséquences du Brexit avant de prendre des décisions sur ce dossier*". Le Brexit : voilà le nouvel argument des pourfendeurs de la taxe. Pourquoi ? A en croire [le site de 20 minutes](#), "*avec le Brexit, des places financières comme Francfort (Allemagne) ou Paris espèrent en effet récupérer une partie des activités de la City de Londres, si le Royaume-Uni venait à perdre son accès au marché unique. La mise en place d'une taxe serait alors, selon elles, un mauvais signal*".

≡ **LesEchos.fr**

ABONNEZ-VOUS

## La TTF en péril

LES ECHOS | 24/05/2017

**La taxe sur les transactions financières européennes perd un soutien. Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie, a expliqué après l'Eurogroupe, (...)**

Un mauvais signal ou encore "une très mauvaise idée" pour reprendre les mots de Stéphane Boujnah invité sur [France Info](#) le 19 mai. Ce "socialiste" [proche de Macron](#) est également patron d'Euronext, opérateur des bourses de Paris, Amsterdam ou Bruxelles. Et il ne cache pas son souhait de voir la TTF disparaître. Quand le journaliste lui demande s'il faut y renoncer, Boujnah répond "oui, bien sûr". Avec cet argument mille fois entendu : "cette taxe sur les transactions financières, telle qu'elle est envisagée aujourd'hui, c'est dans le cadre d'un tout petit groupe de pays. Pour une taxe sur une assiette mobile, il vaut mieux que le nombre de pays qui participent soit grand". Puis d'avancer son deuxième argument lié à l'opportunité qu'offre l'annonce du Brexit : "chaque fois qu'on porte un coup de canif, qu'on affaiblit l'attractivité de la place de Paris, on se prive d'une opportunité d'attirer des activités qui sont génératrices d'emplois et d'assiettes fiscales importantes."

## Taxe sur les transactions financières : la France doit renoncer, selon Stéphane Boujnah (Euronext)

Stéphane Boujnah, directeur général d'Euronext, était l'invité de franceinfo vendredi. Il a évoqué le projet de taxe européenne sur les transactions financières, auquel il est opposé.



Cela dit, quelle est la position de Macron sur cette TTF ? Très floue durant la campagne vu que la taxe n'était même pas dans son programme. Invité à s'expliquer sur cette absence par [Libération](#), le candidat a été clair : "ce n'est pas la priorité, tout dépendra de la façon dont on gère le Brexit, a ainsi défendu l'ancien ministre de l'Economie. La TTF est un totem pour les uns, un tabou pour les autres. Pour moi, ce n'est ni l'un ni l'autre. Il faut d'abord savoir comment on gère la sortie du Royaume-Uni, première place financière du continent."

A sa décharge, la France n'est pas le seul pays à tergiverser. Selon 20 Minutes, " la Belgique, membre du groupe de «coopération renforcée», rechigne à adopter le compromis. Mais pour le Premier ministre belge Charles Michel, son pays n'est pas le seul fautif. En Allemagne, il existe des craintes [sur la mise en place de la taxe] depuis le Brexit. [...] Le propos est clair : chacun est accusé de trainer les pieds sur cette réforme". Mais en annonçant vouloir reporter la réunion, la France vient de donner le premier coup de pelle pour l'enterrement.